

Arrondissement de Grasse

COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 12 décembre 2022**

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>25</b>	<b>17</b>	<b>0</b>

N° de séance : 15

Objet de la délibération : Projet de  
"Mobilité : un levier pour l'emploi et un  
soutien aux aînés des territoires du Moyen  
et du Haut Pays" - Attribution de  
subvention

**N° d'enregistrement : BC.2022.205**

Date de convocation :

**06 décembre 2022**

Date de publication

du **19 DEC. 2022** au **19 FEV. 2023**

Date de réception en Préfecture

**16 DEC. 2022**

Le Président certifie sous sa  
responsabilité le caractère exécutoire  
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal  
Administratif de Nice dans un délai de  
deux mois à compter de sa notification  
ou de sa publication, soit par voie  
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039  
06050 Nice Cedex 1, soit par voie  
électronique à partir de l'application  
« Télérecours citoyens » accessible sur le  
site <http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 12 décembre à 09H30, le Bureau  
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia  
Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions  
des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des  
Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,  
Maison des associations, 288 chemin de Saint Claude à Antibes, sous la  
présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT,  
Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric  
MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc  
MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges  
TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO,  
Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre MASCARELLI,  
Gilbert HUGUES

**Monsieur OCCELLI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée,  
depuis plusieurs années, en faveur des actions d'insertion, par l'activité  
économique notamment, et de mobilité. A ce titre, elle participe  
financièrement au développement des structures œuvrant sur ces  
deux champs.

La Loi d'Orientation des Mobilités de 2019 donne par ailleurs, capacité  
aux Autorités Organisatrices de la Mobilité qui interviennent sur tous  
les territoires, ruraux comme urbains, d'agir en matière  
de mobilité solidaire ou inclusive (Cf. article L. 1231-1-1 du code des  
transports - compétence mobilité solidaire).

L'association Emplois et Services 06 participe activement au  
développement économique du territoire et plus largement à celui du  
bassin de l'emploi. Elle vise à accueillir, à accompagner et à mettre à  
disposition, à titre onéreux, des personnes sans emploi rencontrant  
des difficultés sociales et professionnelles.



En parallèle à la mise en situation de travail, l'Association propose également un suivi social visant la levée des freins, dont celui de la mobilité, particulièrement prégnant pour les personnes en insertion résidant dans les communes du Moyen et Haut pays CASA, ces dernières rencontrant de fait, de grandes difficultés d'accès à l'emploi principalement liées à leur impossibilité à se déplacer sur le Moyen et le Haut Pays CASA.

Aussi et afin de trouver des solutions, du fait de sa récente implantation dans cette zone du Moyen Pays CASA, l'association envisage à présent d'y étendre son processus de Mises à Disposition (MAD) de personnel.

Concernant le Haut Pays CASA, un état des lieux établi suite à des réunions de partenariat animées par les services de la CASA et impliquant pour 2022, les travailleurs sociaux des CCAS et du Département, le Pôle emploi ainsi que des élus, démontre toute l'ampleur des besoins non encore couverts dans cette zone, comme notamment le recours pour les seniors en situation d'isolement à des services à la personne (aide aux courses et aux repas, bricolage, espaces verts, etc.).

Ce pré-diagnostic auquel Emplois et Services 06 a largement contribué, amène l'association à proposer un travail de coordination entre les demandes d'emplois et les offres. Elle apportera des solutions complémentaires et/ou d'optimisation en lien avec les modes de transports et de déplacements existants sur ce territoire par le biais d'actions de communication et de relai auprès des utilisateurs.

Cette action se traduira par l'intervention d'une conseillère en insertion professionnelle formée à l'offre de mobilité CASA, à raison d'une présence hebdomadaire à Tourrettes-sur-Loup pour coordonner les besoins, les offres d'emploi autour des services à la personne et accompagner les seniors et les demandeurs d'emplois.

Il s'agit d'une mission expérimentale d'une durée de 6 mois qui donnera lieu à un bilan permettant de prendre position sur sa reconduction.

Ce projet de mobilité s'inscrit dans un objectif de développement durable visant à promouvoir les mobilités actives et inclusives, à favoriser le lien social et intergénérationnel tout en participant au développement économique local.

Les principaux objectifs de ce projet portés par l'association, s'intègrent dans les politiques publiques de la CASA en matière de mobilité : améliorer et optimiser l'organisation des déplacements et améliorer et encourager les mobilités partagées et des mobilités actives tout en répondant aux besoins des mobilités inclusives et en garantissant une qualité de vie pour tous.

Le coût total estimé de l'action est évalué à : 23 618 € et prend en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Pour cette action de mobilité inclusive, l'association Emplois et Services 06 sollicite de la part de la C.A.S.A. une subvention. Les modalités d'attribution de celle-ci sont détaillées dans une convention dont le projet est joint en annexe.

Le montant de la subvention attribuée par la CASA est de 10 000 €.

**Vu** la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention de participation financière avec l'association Emplois et Services 06, dont le projet est joint en annexe ;
- d'octroyer une subvention de 10 000 € à l'Association Emplois et Services 06 ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention et les documents afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 12 DECEMBRE 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

**Objet de l'acte :**

Projet de "Mobilité : un levier pour l'emploi et un soutien aux habitants des territoires du Moyen et du Haut Pays" - Attribution de subvention

**Date de transmission de l'acte :** 16/12/2022

**Date de réception de l'accusé de réception :** 16/12/2022

**Numéro de l'acte :** BC\_2022\_205 ( [voir l'acte associé](#) )

**Identifiant unique de l'acte :** 006-240600585-20221212-BC\_2022\_205-DE

**Date de décision :** 12/12/2022

**Acte transmis par :** Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**Nature de l'acte :** Délibération

**Matière de l'acte :** 8. Domaines de compétences par thèmes  
8.7. Transports



## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Thierry OCCELLI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Mobilité et aux Transports, conformément à la délibération N°BC.2022..... du Bureau Communautaire du 12 décembre 2022,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06, association intermédiaire à but non lucratif, régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Madame Régine TROTIGNON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**,

### EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.  
A ce titre la C.A.S.A. soutient financièrement les actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle sur son territoire.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), la C.A.S.A. est par ailleurs compétente pour organiser les services de transports urbains et non urbains (en lien avec les dernières évolutions réglementaires). La loi dite LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) de 2019 vient renforcer l'amélioration et l'encouragement des mobilités partagées et des mobilités actives (marche et vélo, notamment), mais elle vient aussi introduire de nouvelles dispositions législatives dédiées à la mobilité inclusive en attribuant des compétences aux AOM via des mesures destinées à favoriser l'accessibilité des services en matière de mobilité solidaire à destination des personnes se trouvant en situation de vulnérabilité économique ou sociale et des personnes en situation de handicap (ou dont la mobilité est réduite).

L'organisation de services de mobilité solidaire ou la contribution à leur développement, ainsi que le versement d'aides individuelles à la mobilité figurent ainsi au titre des compétences principales des

AOM. En pratique, les aides à la mobilité peuvent prendre plusieurs formes : conseils pédagogiques, information et aide à l'acquisition de compétences, aides financières et solutions matérielles.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à/au :

- L'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- L'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- La recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- Développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

La C.A.S.A. souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la C.A.S.A. en levant des freins majeurs tels que la mobilité.

Le principal objectif d'EMPLOIS & SERVICES 06 est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'Association Intermédiaire, un outil de l'insertion par l'activité économique.

L'Association Intermédiaire a pour objet d'accueillir, d'accompagner et de mettre à disposition des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Ainsi, des contrats de mises à disposition dans le secteur marchand et non-marchand sont proposés aux personnes sans emploi et en grande difficulté, assortis d'un accompagnement socioprofessionnel vers l'emploi durable.

En parallèle de la mise en situation de travail, l'Association propose un suivi social visant la levée des freins, notamment celui de la mobilité, et des actions de formations de premier niveau de qualification, d'adaptation au poste en nous appuyant sur le projet professionnel réaliste et réalisable.

L'implantation récente de cette association intermédiaire sur le Moyen Pays lui permet d'envisager l'extension de ses Mises à Disposition (MAD) sur le territoire C.A.S.A.

Le recensement des besoins des seniors sur ce secteur géographique, réalisé par les assistantes sociales de secteur et par les élus, pousse aujourd'hui l'Association à proposer un travail de coordination faisant le lien entre les moyens de transports possibles et imaginables et ainsi couvrir l'offre et la demande en termes d'emploi d'aide à domicile.

En s'appuyant sur les forums emploi qui vont se dérouler à Gréolières et à Le Bar sur Loup et des réunions préparatoires mobilisant les différents acteurs concernés (mobilité, formation, accès aux droits, employeurs, ...), l'Association souhaite appréhender de manière plus fine, les besoins et les moyens nécessaires / possibles en vue d'organiser une coordination et faire un diagnostic sur les moyens mobilisables permettant les déplacements des demandeurs d'emploi et ainsi répondre aux besoins :

- D'aide à domicile des seniors
- D'accès à l'emploi des Demandeurs d'Emploi
- Développer les circuits courts sur le bassin d'emploi des Demandeurs d'Emploi
- Apporter des solutions favorisant le pouvoir d'achat des Demandeurs d'Emploi face à une inflation certaine.



Cet accompagnement consiste en des entretiens individuels et suivis réalisés par un référent socioprofessionnel.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à apporter un conseil en mobilité sur l'offre existante à destination de ces intervenants et à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée de six mois, elle entre en vigueur, une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Un mois avant son expiration, les parties se réuniront pour faire le point sur les résultats de leur collaboration.

Durant l'exécution de la convention, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 23 618 € conformément au budget présenté dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise à la C.A.S.A dès la signature de la convention.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette subvention sera versée en deux temps :

- 50% dès l'obtention du caractère exécutoire de la convention à l'Association
- Les 50% restants à la remise du bilan relatif au programme d'action au regard des objectifs réalisés.

L'association s'engage à transmettre à la C.A.S.A. les documents relatifs aux dépenses directes et indirectes de l'action financée lors du bilan de l'action.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION**

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan à l'issue de l'action subventionnée.

##### **6.1 Suivi de la convention**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les mois et ce, jusqu'à la fin de la convention, des fiches de suivi des demandeurs d'emplois et donneurs d'ordres ou documents permettant le suivi du projet.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu d'un bilan final d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs sont :

- Type de mobilité mis en œuvre
- Nombre de personnes présentes lors des manifestations
- Nombre de femmes et d'hommes
- Nombre de contrats signés, femmes et hommes
- Nombre de formations réalisées, femmes et hommes
- Nombre de solutions/interventions proposées aux seniors
- Nombre et type d'accompagnement spécifiques mis en place pour faciliter la mobilité des demandeurs d'emploi (Permis B, BSR, contrat d'assurance)

Ces indicateurs qualitatifs sont :

- Investissement de l'ensemble des partenaires en présence
- Evolution de la représentation des métiers en direction des hommes
- Evolution du pouvoir d'achat et la qualité de vie des DE

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de la mobilité, de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS À FOURNIR**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2023.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.



EMPLOIS & SERVICES 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTRÔLE DE LA C.A.S.A.**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. concernant la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds et notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme qu'elle aura mandaté sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

**ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITÉ**

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'association EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

**Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le**

**En deux exemplaires**

**Pour l'Association,  
EMPLOIS & SERVICES 06,  
La Présidente,**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Le Vice-président délégué à la Mobilité  
et aux Transports**

**Régine TROTIGON**

**Thierry OCCELLI**